LES ENJEUX

MARCHÉ DE PRÉDICTION | RÉGLEMENTATION

9 régulateurs européens s'allient contre les marchés prédictifs

Antoine DUGAST
Publié le 18 juin 2026 . Lecture estimée : 6 min



9 régulateurs européens, dont l'ANJ, ont signé le 17 juin 2026 une déclaration commune contre les marchés prédictifs. Le texte arrive en pleine Coupe du monde, alors que ces plateformes captent des volumes de paris record et que les blocages se multiplient sur la planète. Décryptage d'une coordination rare, et de ses limites.

La déclaration tient sur une page, mais elle marque une première. Le 17 juin 2026, neuf régulateurs des jeux d'argent ont publié une déclaration commune visant les marchés prédictifs. La Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, l'Espagne et la Suisse s'engagent à coopérer étroitement, et à prendre si nécessaire des mesures contre les plateformes qui ne respectent pas leurs réglementations locales.

Le texte sort à point nommé pour le coup d'envoi de la Coupe du monde 2026, grand appel d'air pour l'activité de paris. C'est aussi le premier Mondial depuis que des plateformes comme Polymarket et Kalshi ont explosé comme canal de pari sportif à part entière.

Rappel pour ceux qui découvrent le sujet : un marché prédictif laisse l'utilisateur miser sur l'issue d'un événement, politique, sportif ou géopolitique, via des contrats binaires cotés en temps réel. Pas de bookmaker en face, seulement des participants qui s'échangent des positions, comme sur un carnet d'ordres financier.

La déclaration décrit des caractéristiques addictives, aggravées dans les pays où ces plateformes n'ont aucun agrément : accessibilité 24 heures sur 24, absence de limites de mise intégrées, absence de mécanismes de limitation du temps de jeu, contrôles d'identité et d'âge insuffisants. Les autorités y voient un cercle vicieux particulièrement addictif, né de la combinaison entre visibilité, accessibilité et viralité. Le constat n'est pas qu'une projection. Sur Polymarket, première plateforme mondiale du genre, près de 69% des comptes perdent de l'argent, selon une étude publiée en avril 2026, souvent au profit de véritables entités de trading.

Le texte liste d'autres dangers, plus financiers : risque d'illégalité, blocage des fonds, fraude par information d'initié, volatilité. Le délit d'initié n'est pas une crainte abstraite. Plusieurs affaires ont déjà visé Polymarket, dont des paris parfaitement gagnants placés autour du conflit de juin 2025 entre Israël et l'Iran.

Ce phénomène de manipulation a déjà contaminé la France : en avril 2026, un compte a manipulé un contrat météo de Polymarket en faussant un thermomètre à Roissy.

Le vrai message est adressé au football

L'alinéa le plus intéressant ne parle pas des joueurs, mais des fédérations. Les signataires rappellent aux acteurs du sport, fédérations, ligues et équipes, qu'ils doivent vérifier la légalité de ces plateformes sur leur territoire avant de conclure un partenariat majeur. Pour contexte : Kalshi vient de devenir sponsor officiel de la fédération argentine pour le Mondial, partenariat annoncé dans un post Instagram commun avec Lionel Messi.



7:53 PM · Jun 14, 2026 · **8.5M** Views

La déclaration ne cite aucun nom, mais l'avertissement vise la mécanique de diversification des partenaire par les ligues. En avril 2026, LaLiga est devenue la première ligue européenne à signer avec un opérateur de marchés prédictifs, en l'occurrence Polymarket, comme partenaire exclusif aux États-Unis et au Canada. La Serie A a suivi le 14 mai 2026, avec le même opérateur sur le seul marché américain. Le club de la Lazio a même conclu un sponsoring maillot avec Polymarket. Ces accords marketing se multiplient avant le tournoi pour gagner en visibilité, rapporte Bloomberg via Business Standard.

Le rappel des régulateurs se heurtent à la structure de ces partenariats qui sont limités aux États-Unis, précisément parce que Polymarket n'a de licence ni en Espagne ni en Italie. La déclaration ne fixe d'ailleurs aucune sanction pour les ligues. Elle se borne à leur rappeler de vérifier la légalité d'une plateforme sur leur territoire avant de signer, et laisse à chaque régulateur national le soin d'en tirer les conséquences.

Une vague de blocages, et une limite technique

L'Europe n'agit pas seule. Selon Business Standard, l'Espagne, l'Inde et l'Indonésie ont coupé l'accès aux sites et applications de Kalshi et Polymarket. Le Brésil avait déjà fermé 27 plateformes prédictives en avril 2026, dont Kalshi, alors que sa cofondatrice Luana Lopes Lara est brésilienne. La direction est claire mais les approches juridiques divergent. Certains pays traitent ces contrats comme du pari et leur appliquent la loi sur les jeux. D'autres les classent en produits financiers ou en dérivés.

Pour ce qui est de l'exécution, bloquer ces plateformes est plus difficile que pour un opérateur classique, attaché à une juridiction. Les VPN et les cryptomonnaies permettent d'opérer sans passer par les acteurs financiers locaux, et compliquent toute fermeture complète. L'Inde, entre autres, s'y est cassé les dents, en accusant Polymarket et d'autres sites de faciliter le contournement de son blocage national via VPN.

Pour l'ANJ, le cadre existait déjà

Pour la France, cette déclaration ne crée pas une règle nouvelle. Lorsqu'une plateforme propose des paris impliquant une mise d'argent, elle doit être agréée. À défaut, elle n'a pas vocation à être accessible au public français. Polymarket entre dans ce cadre, et l'ANJ l'avait déjà rappelé. L'apport du 17 juin n'est donc pas juridique, il est diplomatique : neuf régulateurs alignent publiquement leur position et annoncent un échange d'informations renforcé pendant le tournoi.

Les volumes expliquent l'urgence. Sur la première semaine de juin 2026, Polymarket a enregistré environ 2,8 milliards de dollars de mises, Kalshi environ 4,5 milliards, selon les données citées par Business Standard. Un analyste de Piper Sandler résumait la séquence d'une formule, pour ces plateformes le Mondial revient à un Super Bowl tous les jours.

Bernstein évalue à 10 milliards de dollars le volume que la compétition pourrait générer sur l'ensemble des plateformes de paris et de marchés prédictifs.

Face à cela, les opérateurs avancent leurs garde-fous. Kalshi met en avant l'identification de ses clients et se dit en discussion active avec plusieurs régulateurs. Polymarket dit surveiller le délit d'initié et collaborer avec des analystes blockchain. Deux lectures possibles de cette ouverture. Soit elle traduit une volonté réelle de se conformer, et le secteur entre dans sa phase de légitimation. Soit elle achète du temps pendant que les volumes affluent, sans levier coercitif immédiat face à des plateformes qui opèrent depuis l'étranger. La déclaration des neuf régulateurs ne tranche pas mais pose un jalon, et donne quelques cartons jaune, avant peut-être de changer de ton.

Le texte intégral de la déclaration commune (PDF) est disponible sur le site de l'ANJ.